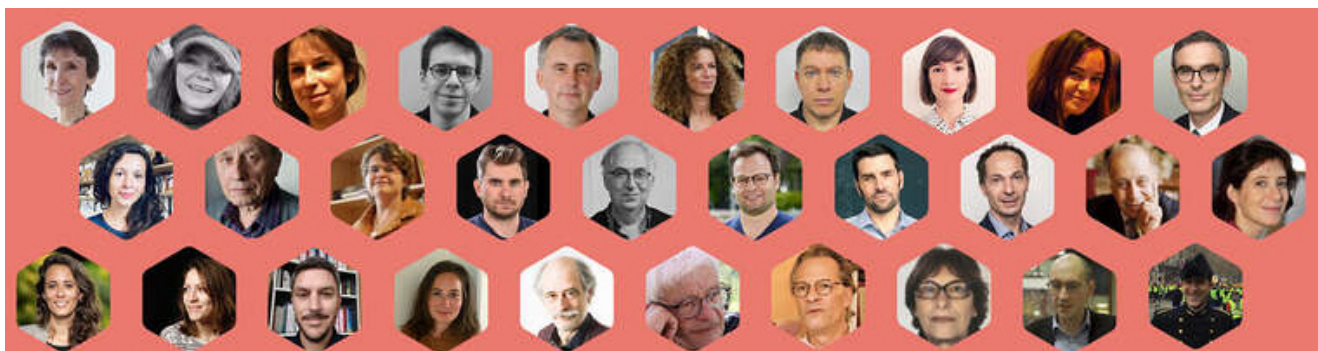


Un an après sa création, l'Intérêt général se structure

 [politix.fr/articles/2020/07/un-an-apres-sa-creation-linteret-general-se-structure-42139](https://www.politix.fr/articles/2020/07/un-an-apres-sa-creation-linteret-general-se-structure-42139)

Michel Soudais, *Politix*, 10 juillet 2020



Ce laboratoire d'idées, initié dans la sphère d'influence de la France insoumise mais indépendant d'elle, se dote d'un conseil d'orientation scientifique paritaire et pluridisciplinaire pour orienter ses travaux et mieux rayonner dans le débat public.

Le dernier né des laboratoires d'idée ambitionne de rivaliser avec ses aînés dont il ne goûte guère les idées. L'Intérêt général a été lancé en mai 2019 par des universitaires et des représentants des secteurs publics et privés qui avaient contribué à l'élaboration du programme de la France insoumise. Désireux de fédérer par les idées afin de fabriquer de l'alternative à Emmanuel Macron, ils ont d'emblée voulu que leur « think tank » au fonctionnement collégial soit indépendant, administrativement et financièrement. En un an l'Intérêt général a publié sept « notes » argumentaires consultables [sur son site internet](#) : sur les retraites, l'intercommunalité (voir [la tribune qui la résume](#)), les services publics ou la rupture avec les traités européens...

La constitution d'un conseil d'orientation scientifique paritaire et pluridisciplinaire autour d'une déclaration de principes marque une nouvelle étape dans son développement et sa structuration. Ce conseil, précise le communiqué qui annonce sa création « *aura pour missions d'orienter les travaux du laboratoire, de les alimenter des connaissances et savoirs pratiques et universitaires de ses membres, ainsi que*

d'assurer leur représentation publique ». Si l'intention de donner une légitimité académique aux travaux de l'Intérêt général, à l'instar des autres think tank, n'est pas niable, les membres du conseil d'orientation scientifique auront aussi vocation à défendre ses notes dans les médias, nous précise Boris Bilia, l'un de ses fondateurs.

Ce conseil, placé sous la figure tutélaire du sociologue et écrivain suisse Jean Ziegler, comprend 35 membres. On y trouve des chercheuses et chercheurs en histoire, en écologie, en philosophie, en sociologie, en économie ou en linguistique. À leur actif : de nombreux ouvrages spécialisés ou grand public, des publications dans de grandes revues académiques. Ce conseil comprend également des cadres du privé, des hauts fonctionnaires et des syndicalistes.

Parmi les personnalités connues de cette nouvelle instance on notera la présence de l'économiste Michel Husson, qui a longtemps compté parmi nos chroniqueurs économiques, du sociologue Frédéric Lebaron, du fiscaliste Vincent Drezet, ancien secrétaire général du syndicat Solidaires finances, ou l'historienne Stéphanie Roza. Mais aussi Charlotte Girard, maîtresse de conférence en droit public, qui a coordonné en 2017 la rédaction du programme de la FI, *L'Avenir en commun*, Bernard Cassen, ancien directeur général du *Monde diplomatique*, Sabrina Ali Benali, médecin, qui a maintes fois interpellé les ministres de la Santé sur les réseaux sociaux...

La liste complète des membres se trouve dans le dossier de presse ([consultable ici](#)). La plupart sont déjà engagés dans d'autres collectifs comme les Économistes atterrés, Attac, la Fondation Copernic, X-Alternative, la Fondation Jean- Jaurès, l'Observatoire tunisien de l'économie, le Monde diplomatique, Arrêt sur images..., contribuant à installer l'Intérêt général à un carrefour idéologique au service des gauches écologistes.